



Montreuil, le 2 avril 2026

Appel de la CEF

Une nouvelle étape dans l'horreur a été franchie : le parlement israélien d'extrême droite instaure la peine de mort par pendaison pour les palestiniens, ce qui renforce une fois encore la politique d'apartheid. À Gaza comme en Cisjordanie, les populations palestiniennes subissent une intensification dramatique des violences : bombardements, destructions d'infrastructures civiles (près de 90 % du bâti habitable, les structures d'éducation, les hôpitaux...), déplacements forcés et répression quotidienne.

Dans la région, l'escalade militaire se poursuit également au Liban et en Iran, où les interventions alimentent un risque d'embrasement généralisé. Cette logique de guerre, relayée en France par Macron, a des conséquences mondiales, notamment sur les prix de l'énergie, pesant lourdement sur les peuples.

Cette même logique impérialiste est également à l'œuvre contre Cuba, toujours étranglé par le blocus imposé par les États-Unis depuis 60 ans. Les conditions de vie des populations, déjà confrontées à de graves difficultés économiques et sociales, sont catastrophiques.

Face à cette multiplication des conflits, des contestations émergent, y compris aux États-Unis, où une partie de l'opinion publique s'oppose aux interventions militaires.

Dans ce contexte, la CGT réaffirme ses exigences : arrêt immédiat des guerres, cessez-le-feu durables, protection des civils, respect du droit international et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle exprime sa solidarité avec les populations touchées par les conflits et les politiques coloniales.

La Fédération CGT des services publics (FSDP) soutient la flottille française de la Liberté qui partira le 4 avril de Marseille en direction de Gaza et appelle ses syndicats et plus largement toute la CGT à faire vivre pleinement la campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions). Parce qu'elle rejette toute instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme, la Fédération CGT des services publics, inscrite dans la campagne BDS France, appelle à signer massivement la pétition contre le projet de loi Yadan, texte qui menace nos libertés fondamentales et notre cohésion sociale (QR code ci-dessous).

En France, nous déplorons que l'extrême droite se renforce en obtenant 74 communes et en faisant élire 3 000 conseiller·ères municipaux·ales. Plus que jamais, la CGT doit combattre l'imposture sociale de l'extrême droite. La CEF apporte tout son soutien aux camarades et aux agent·es exerçant leurs missions dans des collectivités gérées par l'extrême droite et est pleinement mobilisée à leur côté pour faire face aux multiples attaques actuelles et à venir. L'avancée de la droite libérale sur ces dernières élections municipales renforce la nécessité de s'organiser collectivement et d'élever le rapport de force pour garantir des moyens pour satisfaire les besoins de la population et s'opposer à leur logique de destruction des services publics.

Le récent holdup de 45 millions d'euros organisé par le gouvernement via la loi de finances 2026 sur le plafonnement des recettes du CNFPT illustre cette logique mortifère. La CEF appelle à signer et faire signer la pétition intersyndicale demandant l'abrogation de cette mesure avant le rendez-vous que la FSDP et les employeurs territoriaux ont demandé au Premier ministre (QR code ci-dessous).

La CEF dénonce le matraquage médiatique, les manipulations orchestrées et les attaques racistes visant M. Bally Bagayoko, élu maire de Saint-Denis, et appelle à une participation massive à la manifestation de soutien et contre le racisme organisée ce samedi à Saint-Denis.

La hausse continue des prix du carburant vient impacter un pouvoir d'achat des agent-es et des salarié-es déjà fortement dégradé par des années du gel du point d'indice.

Ce n'est pas au monde du travail de payer le prix des guerres et de la spéculation organisée pour accentuer des profits pourtant déjà records. Les richesses créées doivent servir à augmenter les salaires, renforcer et développer les services publics, et non les intérêts des actionnaires. C'est la raison pour laquelle la Fédération CGT des services publics rejette la loi de programmation militaire (LPM) de Macron-Lecornu et exige que le budget de l'État soit affecté en priorité aux services publics.

La Fédération CGT des services publics appelle chaque agent-e et chaque salarié-e à participer à toute initiative contre les guerres, en faveur de la paix, pour la justice sociale et fiscale, les libertés individuelles et collectives, contre le racisme et toute forme de discrimination, et à participer massivement aux manifestations organisées le 1^{er} mai, aujourd'hui remis en cause par le patronat.



SIGNEZ MASSIVEMENT

la pétition intersyndicale contre Le récent **holdup**
de 45 millions d'euros organisé par le gouvernement



et aussi

la pétition **contre le projet de loi Yadan**, texte qui menace
nos libertés fondamentales et notre cohésion sociale.



Fédération CGT des Services publics

263 rue de Paris - Case 547 93515 Montreuil Cedex - Tél : 01 55 82 88 20

Mail : fdsp@cgt.fr Site : <https://www.cgtservicespublics.fr>